



**COMMUNIQUE DE LA MISSION D'ÉVALUATION DE LA CEDEAO SUR
LA TRANSITION AU MALI**

Bamako, du 9 au 12 mai 2021

**Commission de la CEDEAO
Bamako, le 12 mai 2021**

Fr, Version Finale

1. Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de la réunion consultative de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Commission Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur la situation politique au Mali, tenue le 15 septembre 2020 à Accra au Ghana et conformément au Protocole Additionnel A/SP1/12/01 du 21 décembre 2001 de la CEDEAO sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance, une mission de haut niveau, conduite par **S.E.M. GOODLUCK EBELE JONATHAN**, ancien Président de la République Fédérale du Nigéria, Envoyé Spécial et Médiateur de la CEDEAO au Mali, a séjourné au Mali du 09 au 12 mai 2021.
2. La délégation du Médiateur de la CEDEAO est composée du Général Francis A. BEHZANZIN, Commissaire aux Affaires politiques, Paix et Sécurité de la CEDEAO, du Professeur Hamidou BOLY, Représentant Résident du Président de la Commission de la CEDEAO au Mali, de S.E.M. Chikézie NWACHUKWU, Ambassadeur de la République fédérale du Nigéria au Mali et de M. Desmond AGYEMANG-BAAH, Chargé d'Affaires a.i de l'Ambassade du Ghana au Mali et représentant le Président du Conseil des ministres de la CEDEAO.
3. Ont également pris part à cette mission, S.E.M. El Ghassim WANE, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali, chef de la Mission multidimensionnelle pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA), Monsieur Fulgence ZENETH, le Chef de la MISAHEL par intérim,.
4. Cette mission a pour objet d'évaluer les progrès réalisés dans la conduite des affaires de la Nation depuis la mise en place des institutions de la Transition. La Mission de suivi-évaluation est effectuée également dans un contexte sociopolitique et sécuritaire caractérisé par des discussions autour du Processus électoral notamment :
 - le calendrier électoral,
 - le mandat du Comité d'Orientation Stratégique (COS) mis en place par le Premier ministre pour la conduite des réformes institutionnelles prévues,
 - le cadre de relecture de la loi électorale,

- la question de l'organe consensuel chargé d'organiser les élections,
 - les menaces de la reprise des agitations du front social et
 - la recrudescence des incidents sécuritaires et de leurs conséquences.
5. La Mission a rendu une visite de courtoisie au Président de la transition, Chef de l'Etat, **S.E.M. Bah N'DAW**, au Président du Conseil National de la Transition, le **Colonel Malick DIAW**, au Vice-président de la transition, le **Colonel Assimi GOITA** et aux membres de la Cour Constitutionnelle. Elle a eu également une séance de travail avec Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, **SEM. Moctar OUANE** et le Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (MATD). La Mission a eu par ailleurs des consultations avec les parties prenantes, le Corps diplomatique, les acteurs politiques, les leaders traditionnels et religieux ainsi que la Société civile.
 6. A l'issue des différentes consultations avec les parties prenantes précitées, la Mission a noté avec satisfaction que des progrès remarquables ont été réalisés dans la mise en œuvre des recommandations formulées contenues dans le Communiqué final de la première mission d'évaluation du Médiateur de la CEDEAO de janvier 2021.
 7. La Mission a aussi salué le règlement judiciaire qui convenait aux interpellations liées à la tentative présumée de déstabilisation et d'atteinte à la sureté de l'Etat qui a abouti à l'acquittement des présumés coupables ; la relance du dialogue entre les forces vives de la nation à travers le Cadre de concertation entre le Ministre de l'Administration territoriale et la mise en place du Comité d'Orientation stratégique (COS) auprès du Premier ministre.
 8. La mission a également pris note de la publication d'un calendrier électoral publié le 15 avril 2021 par le MATD et le travail technique du Délégué général des élections par rapport au fichier électoral et au chronogramme des opérations électorales subséquentes.
 9. La mission a salué tous les efforts déployés par le Gouvernement en vue de créer les conditions propices à l'aboutissement d'une transition , notamment

la visite de terrain effectuée par le Premier Ministre dans les zones du Centre, ainsi que les rencontres initiées par le Président de Transition pour la paix et la réconciliation; les opérations militaires conjointes initiées par le Gouvernement pour sécuriser progressivement tout le territoire, les propositions de désarmement et reconversion des Groupes Armés d'autodéfense et des Milices, les actions progressives du retour de l'Etat sur les portions du territoire où sévissent les groupes terroristes etc... Par voie de conséquence, la Mission encourage le Gouvernement à poursuivre des efforts pour renforcer la sécurité nécessaire pour des élections paisibles et crédibles.

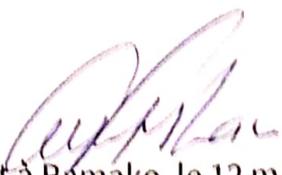
10. La Mission s'est félicitée et a encouragé le Gouvernement à mettre en œuvre son initiative d'organiser une conférence sociale dans la deuxième quinzaine du mois de mai 2021 pour engager les acteurs sociaux à œuvrer pour des solutions idoines et durables dans l'esprit de consolider l'environnement de confiance, de paix et de consensus nécessaires pour le succès de la transition.
11. La mission a toutefois noté les préoccupations soulevées par certaines parties prenantes concernant :
 - la hiérarchisation des priorités dans les réformes,
 - l'urgence du choix consensuel des organes de gestion des élections,
 - L'opportunité du découpage territorial,
 - le respect des droits de l'Homme et de l'état de droit, ainsi que la question de l'inclusivité dans la conduite de la transition.

La mission a également noté le besoin de renforcer la communication entre le Gouvernement et les parties prenantes par rapport à la mise en œuvre du Programme d'Action gouvernemental.

12. Sur la base des préoccupations soulevées par les parties prenantes, la Mission encourage le Gouvernement à assurer plus d'inclusivité des principaux acteurs sociopolitiques dans le Comité d'Orientation Stratégique (COS) afin de parvenir à un consensus sur les choix des réformes prioritaires

devant aboutir à un processus électoral transparent, crédible et acceptable par tous et ce, dans le délai imparti pour la transition. Elle invite donc les autres parties prenantes à travailler avec le Gouvernement pour concrétiser cette inclusivité en participant activement aux travaux du Comité d'Orientation Stratégique mis en place.

- 13.** Le Médiateur souligne l'impératif pour tous les acteurs concernés de continuer à faire preuve d'esprit de responsabilité et d'esprit patriotique en cette période délicate de la transition en cours et de puiser dans leur sagesse collective pour surmonter les difficultés présentes. Le Médiateur continuera de suivre la situation de très près, et a demandé au comité local de suivi d'intensifier les efforts engagés pour encourager les acteurs maliens à parvenir à un consensus sur les questions encore pendantes de la transition et de lui rendre compte de façon régulière, dans le cadre du mandat qui lui a été confié par la CEDEAO.
- 14.** Enfin, la Mission a félicité le Gouvernement pour son engagement à respecter la période de la transition de 18 mois et à conduire un processus électoral inclusif, crédible et transparent.
- 15.** Par ailleurs, la mission a pris bonne note des requêtes formulées à l'endroit de la CEDEAO et des autres partenaires au développement pour soutenir le Mali dans l'organisation technique, matérielle et financière des élections pour une transition réussie.
- 16.** La Mission a réitéré la solidarité de la CEDEAO au Gouvernement et au peuple malien et a exprimé son engagement à les soutenir dans le processus pour une Transition réussie.
- 17.** La Mission remercie le Gouvernement du Mali et les acteurs sociopolitiques pour l'accueil et toutes les commodités mises en place pour la réussite de la Mission.



Fait à Bamako, le 12 mai 2021.

S.E.M. Goodluck Ebele JONATHAN
Médiateur de la CEDEAO

